



Fédération Autonome de l'Éducation Nationale

Faen infos

FAEN Infos n° 11 du 02/03/09 au 15/03/09

Journée d'action du 19 mars 2009



Les fédérations de l'éducation FAEN, FERCGT, FNEC-FPFO, FSU, SGEN-CFDT, Sud-Éducation, UNSA Éducation , considérant que les réponses apportées par le Président de la République sont loin des attentes et des exigences portées par la mobilisation du 29 janvier 2009, entendent s'inscrire pleinement dans la journée d'action du 19 mars.

Elles appellent les personnels à en assurer la réussite par une grève et des manifestations.



La FAEN appelle tous les personnels à faire de la journée du 19 mars un succès encore plus important que celui du 29 janvier 2009.

« L'éducation est notre avenir »

Le Collectif « L'éducation est notre avenir », qui comporte 24 organisations, dont la FAEN, s'est réuni le 3 mars 2009.



« Il constate qu'en dépit de quelques reculs qui lui ont été imposés, le gouvernement poursuit à tous les niveaux sa politique régressive en matière d'éducation, notamment en matière de suppressions de postes.

Cette politique suscite des mobilisations importantes, qu'il s'agisse des enseignements scolaires ou de l'enseignement supérieur, dans lequel la communauté universitaire a déjà contraint le gouvernement à renoncer aux suppressions d'emplois programmées en 2010-2011.

Le Collectif considère qu'il est important de maintenir et d'amplifier les actions pour un service public d'éducation qui assure la réussite de tous les jeunes. Il apporte son soutien à l'ensemble des actions engagées et appelle à faire de la journée interprofessionnelle du 19 mars un moment fort d'expression des revendications dans l'éducation ».



Droit d'accueil

Le SNEP-FAEN sera reçu au Ministère dans le cadre de la négociation préalable à la grève du 19 mars 2009.

Concernant le service minimum, un communiqué du Ministère fait état de la présentation à plusieurs associations d'élus locaux des « dispositions prises par les inspecteurs d'académies pour aider les communes à mettre en œuvre [la loi sur le droit d'accueil des élèves] et « notamment améliorer la prévisibilité du nombre d'enfants à accueillir et aider à constituer la liste des personnes susceptibles d'intervenir pour accueillir les enfants les jours de grève ».



Ne manquez pas de lire dans la rubrique « Actualités » du site FAEN **un article accompagné de deux exemples de réactions** (celle d'un « jeune » pensionné et celle d'un maire) sur ce même sujet .



« Bourse d'autonomie » pour les 18-24 ans



Douze députés UMP ont proposé la création, pour tous les jeunes de 18 à 24 ans, d'une « bourse d'autonomie » qui pourrait atteindre 600 euros par mois sous conditions de ressources et de réussite aux examens pour les étudiants et de recherche active d'un emploi pour les autres.

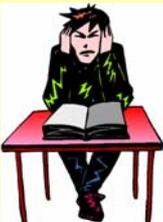
Ce nouveau dispositif viserait en particulier les familles de classe moyenne, trop souvent oubliées.

Le financement du dispositif serait assuré par le regroupement des aides existantes : bourses d'enseignement supérieur, APL et demi-part fiscale.

Il n'est pas précisé si cette allocation serait dégressive ou non et quel plafond de ressources serait appliqué.

En fait, cette bourse d'autonomie pourrait bien n'être qu'une simple redistribution des sommes déjà versées, le financement étant assuré par les étudiants eux-mêmes (bourses de l'enseignement supérieur et APL) et les familles (demi-part fiscales)...

Rattrapage des cours en Guadeloupe



Suite aux récents événements de Guadeloupe, le recteur a fait savoir que le rattrapage des cours s'effectuerait « sur la base du volontariat des enseignants, avec pour seule contrainte le respect des rythmes scolaires ».

Dans le premier degré, les cours seront proposés le samedi matin et dans le secondaire, « le mercredi et /ou le samedi matin et dans toute autre plage horaire spécifique à l'établissement ».

Les vacances de Pâques, initialement prévues du 4 au 20 avril 2009, auront lieu du 6 au 14 avril et les vacances de mai seront repoussées du 15 au 21 mai 2009.

Si les dates du baccalauréat sont maintenues, en revanche, celles du brevet des collèges sont modifiées : le DNB est maintenant fixé aux 29 et 30 juin 2009.

Les conseils de classe seront décalés, les voyages linguistiques pour la plupart annulés et les activités culturelles et sportives collectives entraînant des déplacements, restreintes.

Rappelons que selon un sondage, 78% des Français jugent l'action menée en Guadeloupe légitime.

Crise sociale en Guadeloupe Des enseignements à tirer

La FAEN défend la **légitimité des index correcteurs** et de l'ITR en raison du coût de la vie particulièrement élevé outre-mer.



Légitimité confirmée par le **rapport parlementaire** de J.P BRARD en 2006.

Nous avons demandé aux gouvernements successifs d'engager **une lutte contre les prix artificiellement gonflés**, dans l'intérêt de l'ensemble de la population. Nous n'avons obtenu alors que des silences "polis".

Notre position a souvent été interprétée, à tort, comme une attitude corporatiste de défense des intérêts des seuls fonctionnaires.

La crise sociale qui a éclaté en Guadeloupe et a duré plus de six semaines, **est à plusieurs titres exemplaire**, et renforce nos analyses.

Elle a impliqué **la très grande majorité de la population, l'ensemble des forces syndicales** du privé et du public, jusqu'à l'obtention de l'essentiel des revendications, **preuve que les fonctionnaires ne sont pas seuls concernés**.

Cette unanimité a fait comprendre à l'opinion publique métropolitaine **la réalité de profits abusifs** ainsi que **le laisser-faire des pouvoirs publics** qui n'appliquent pas la loi destinée à lutter contre les monopoles financiers ou économiques.

En fin de mouvement, **78 % de l'opinion métropolitaine estimaient les revendications justifiées**. C'est une grande première.

Cette unanimité a obligé le gouvernement à s'impliquer enfin, notamment sur la diminution des prix des produits de première nécessité.



Elle a également démontré **qu'une action véritablement unitaire** et bien préparée est capable, dans le domaine économique et social, de faire reculer des employeurs qui engrangent des profits abusifs et un gouvernement qui méprise habituellement les mouvements sociaux.

A méditer.